

me demande néanmoins s'il ne faudrait pas, lorsque les moyens financiers sont limités, se préoccuper surtout de renseigner les maîtresses de maison sur les aliments qu'il convient d'acheter et d'utiliser.

J'ai eu le privilège d'assister à un congrès de maîtresses de maison à Sardis. La représentante de Vancouver-Kingsway y assistait également. On y a discuté des soins dentaires à assurer aux enfants indiens des réserves. Le dentiste, en l'occurrence, s'efforçait de faire comprendre aux gens que c'était plutôt au régime alimentaire insuffisant, aux aliments dont les enfants se nourrissaient qu'au manque de soins dentaires qu'il fallait attribuer les problèmes dans ce domaine. Je pense qu'il faudrait examiner plus à fond les moyens de renseigner les maîtresses de maison et les consommateurs sur les aliments qu'il convient d'acheter. A cet égard, je suis d'accord avec ce qu'a dit le député.

● (5.30 p.m.)

Il est un autre point qui n'a pas été abordé. On le jugera peut-être sans rapport avec le sujet, mais un programme d'aide alimentaire aux familles peut donner lieu à de graves abus. Bien souvent, quand l'argent fait cruellement défaut, les denrées alimentaires sont échangées contre de l'argent. En pareil cas, l'objectif d'un tel programme n'est pas atteint.

Au Canada et aux États-Unis, il y a beaucoup d'aliments riches en protéines tels que les œufs et la volaille. Depuis 20 ans, les prix de ces denrées ont nettement baissé. Les familles à faible revenu en consomment beaucoup. On ne peut pas affirmer qu'on ne trouve pas au Canada, à des prix raisonnables, des aliments riches en protéines.

Je veux m'arrêter un moment sur un autre aspect. Auparavant, je voudrais souligner que je ne m'oppose nullement à ce que nous fassions aujourd'hui et à l'avenir autant d'études et d'enquêtes que possible sur notre alimentation nationale. Nous devons aborder ce domaine un jour, et avec énormément de soin et d'attention, nous l'espérons. Je suis persuadé qu'il peut y avoir distribution de denrées au Canada. Cependant, le principal problème reste la situation économique du producteur. En cas de surproduction, le producteur peut très rarement faire ses frais. En ce qui concerne le producteur, la distribution de denrées excédentaires dans les foyers ne résoudra vraiment pas le problème de l'économie. Les excédents sont acheminés vers une autre région. On peut faire énormément pour que les producteurs se trouvent en meilleure posture afin de gagner leur vie au moins convenablement et de pouvoir par les impôts contribuer à d'autres programmes destinés aux gens défavorisés ou à revenu modique. Nous devons exporter nos excédents alimentaires.

Ce serait un oubli coupable si je ne parlais pas de l'aide étrangère que le Canada accorde aux pays en voie de développement. Nous ne faisons pas encore tout ce que nous pourrions et devrions faire à cet égard. En 1955-1956, l'ensemble de nos expéditions au titre de l'aide étrangère s'établissait à 35 millions de dollars. En 1966-1967, le montant excédait les 100 millions et était à la hausse. De l'ensemble de nos expéditions à nos amis d'outre-mer, environ 60 p. 100 étaient des céréales, 30 p. 100 des produits laitiers et le reste du poisson et des œufs en poudre. Notre dossier d'expansion est enviable. Pour-

[M. Pringle.]

tant, nous devrions nous efforcer d'accroître notre aide étrangère sous forme de produits alimentaires, même si de nombreux problèmes se posent. Nous nous sommes aussi acquis une réputation fort enviable dans diverses régions en voie de développement pour ce qui est de la qualité de nos produits. Voilà qui est des plus louable.

J'apprécie l'attitude de la représentante de Vancouver-Kingsway. J'espère que mes explications lui auront été utiles. J'espère aussi que nous examinerons les problèmes de l'aide alimentaire chez nous et que nous étudierons nos possibilités, dans le cadre des directions économiques du ministère de l'Agriculture, afin d'en arriver à des moyens d'améliorer le sort de nos propres groupes défavorisés ou à faible revenu et d'arriver à la valeur nutritive voulue.

[Français]

M. Henry Latulippe (Compton): Monsieur le président, je me plais à dire quelques mots sur l'avis de motion proposé par l'honorable député de Vancouver-Kingsway (M^{me} MacInnis).

Cette motion a certes sa valeur et devrait être étudiée, mais je suis d'avis que le gouvernement ne devrait pas payer des aliments à certains individus, parce que le coût de la vie est très élevé. Je crois qu'il n'y a qu'une solution à ce problème.

D'ailleurs, monsieur le président, nous ne connaissons pas de disette au Canada. Nous savons que tous les secteurs alimentaires ou tous les secteurs de l'agriculture, au Canada affichent d'immenses excédents de production. Nous savons également que tous les cultivateurs et toutes les industries engagés dans la production alimentaire ne demandent pas mieux que de voir plus de consommateurs acheter leurs produits.

● (5.40 p.m.)

Ces producteurs veulent qu'il se fasse plus de consommation, alors que beaucoup de citoyens sont trop pauvres pour consommer davantage et doivent se priver. Il y a plusieurs citoyens qui utilisent des aliments qui ne sont pas trop sains, qui ne sont pas trop bons pour la nutrition et qui sont obligés de se nourrir comme cela. Il y a beaucoup de familles qui n'ont pas d'argent pour acheter du bifteck, même une fois par mois, parce que nous le payons \$1.25 ou \$1.50 la livre. Au fait, ces familles n'ont pas les moyens d'acheter de ces aliments nutritifs, auxquels plusieurs citoyens aimeraient aussi goûter, parce que ce sont des aliments naturels.

Or, comme tous les Canadiens n'ont pas les moyens de se nourrir de façon adéquate, que la production est abondante, que les épiceries ne manquent de rien et pourraient satisfaire aux besoins d'une population peut-être trois fois plus grande que celle que nous avons au Canada, nous ne connaissons pas de problèmes dans le domaine de la production, mais nous en connaissons dans celui de la consommation.

Pour encourager la consommation et pour éviter d'embaucher de nouveaux fonctionnaires pour rendre ces services, je crois qu'il n'y a qu'une chose à faire: augmenter les allocations familiales, qui n'ont pas été augmentées depuis 1945, alors que le coût de la vie a quadruplé. Si nous donnions à ces familles pauvres des allocations familiales plus généreuses, je suis d'avis que les mères des familles nombreuses trouveraient le moyen de se procurer ce dont elles ont besoin, sans trop se priver.